Un des Membres du Parlement ayant annoncé les jours suivans que, malgré la Réponse du Roi donnée le 13. Février, portant que Sa Maj. avoit révoqué la Commission Royale de Saint-Malo, cette Commission avoit continué ses procédures jusqu'au 15. & qu'elle avoit décrété de prise de corps six personnes de la Bretagne avant sa dissolution, dont un Gentilhomme Mr. du Poulpny Lieutenant-Général des Armées du Roi, & un Conseiller au Parlement étoient du nombre. Ce dernier nommé Mr. de Kerfalous, a été arrêté & conduit dans les prisons de Saint-Malo. Sur ce, les Chambres ont arrêté le 21. que les Gens du Roi remettroient de nouvelles Représentations à Sa Majesté, qui les a reçûes le 23. à midi. Ces itératives Remontrances portées à *Versailles*, avoient pour objet la continuation de ladite Commission Royale, l'exil de quelques Membres du Parlement de Bretagne, dont celui de Paris demandoit instamment le rappel, & une demande au Roi de répondre promptement & décisivement sur ces Arrêtés. Sa Maj. n'a cependant jugé convenable dans ces momens que de faire à la Députation la courte réponse que voici : *Dites à mon Parlement que je lui ferai savoir mes intentions lorsqu'il en sera tems.* Sur quoi le Parlement a nommé le 25. des Commissaires pour aviser à ce qu'il y avoit à résoudre dans cette circonstance. Il en avoit nommé aussi pour examiner ce que les Chambres assemblées auroient à faire à l'occasion d'un Huissier du Conseil d'Etat envoyé à *Rennes* avec un Arrêt, portant que tous les Membres du Parlement de cette Ville, lesquels ont donné leurs démissions, ayent à remettre dans six mois leurs titres d'Of-
fices.